



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada**
Government of Canada Building
101 - 22nd Street East, Suite 110
Saskatoon
Saskatchewan
S7K 0E1
Bid Fax: (306) 975-5397

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Master Standing Offer (RMSO)

Offre à commandes maître régionale (OCMR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services
Canada/Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada
Harry Hays Building (HHB)
Room 759, 220-4th Avenue SE
Calgary
Alberta
T2G 4X3

Title - Sujet Moving Services RMSO	
Solicitation No. - N° de l'invitation ET959-191328/A	Date 2019-02-06
Client Reference No. - N° de référence du client PSPC	Amendment No. - N° modif. 005
File No. - N° de dossier CAL-8-41053 (142)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$CAL-142-6845	
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale	
2018-12-12	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-02-14	
Time Zone Fuseau horaire Central Standard Time CST	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Blake, Luke J.	Buyer Id - Id de l'acheteur cal142
Telephone No. - N° de téléphone (403) 613-0725 ()	FAX No. - N° de FAX (306) 975-5397
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required	Yes - Oui	No - Non
Accusé de réception requis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

La présente modification vise à répondre aux questions de l'industrie et à apporter les modifications ci-dessous à l'appel d'offres ET959-191328/A.

Questions

Nous avons trois (3) questions concernant les exigences en matière d'assurance mentionnées dans l'annexe G. Veuillez répondre à ce qui suit :

- i) « B. Assurance responsabilité civile automobile » : Les lois provinciales interdisent l'ajout de modalités relatives aux avis d'annulation à une police d'assurance automobile. Cette exigence peut-elle être supprimée?
- ii) « C. Assurance tous risques des biens » : Dans le cadre du contrat, une couverture de 2 000 000 \$ est exigée pour des biens dont l'entrepreneur n'est pas le propriétaire. Notre courtier d'assurance nous a informés que l'assurance tous risques des biens ne couvre pas les biens qui ne nous appartiennent pas et qu'aucun montant ne serait versé en cas de réclamation. L'exigence relative à cette couverture peut-elle être supprimée?
- iii) « D. Assurance tous risques relative aux transports » : Une couverture de 2 000 000 \$ par envoi est exigée dans le cadre du contrat. Le montant de cette protection semble excessif, puisqu'il s'applique à la perte ou aux dommages des biens contenus dans un seul envoi. Un montant de protection moins élevé serait-il envisageable?

Réponses

- i) L'exigence relative à l'avis d'annulation pour l'assurance responsabilité civile automobile a été supprimée. Veuillez vous reporter à la présente modification.
- ii) L'exigence concernant l'assurance tous risques des biens a été supprimée. Veuillez vous reporter à la présente modification.
- iii) Après l'examen du besoin, une couverture minimale de 100 000 \$ par envoi a été jugée suffisante pour l'assurance tous risques relative aux transports. Veuillez vous reporter à la présente modification.

L'appel d'offres a été modifié comme suit :

Effectuer le changement ci-dessous au point B, Assurance responsabilité civile automobile, de l'annexe G (page 72 de 74).

Supprimer :

- d. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.

Solicitation No. - N° de l'invitation
ET959-191328/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
ET959-191328

Amd. No. - N° de la modif.
005
File No. - N° du dossier
CAL-8-41053

Buyer ID - Id de l'acheteur
CAL142
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Effectuer le changement ci-dessous au point C, Assurance tous risques des biens, de l'annexe E (page 72 de 74).

Supprimer : en entier

Effectuer le changement ci-dessous au point G Assurance tous risques relative aux transports, de l'annexe E (page 72 de 74).

Supprimer :

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance tous risques relative à tous les transports applicables pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle et dont le montant ne doit pas être inférieur à 2 000 000.00 \$ par envoi. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement (nouveau).

Insérer :

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance tous risques relative à tous les transports applicables pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle et dont le montant ne doit pas être inférieur à **100 000,00 \$ par envoi**. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement (nouveau).